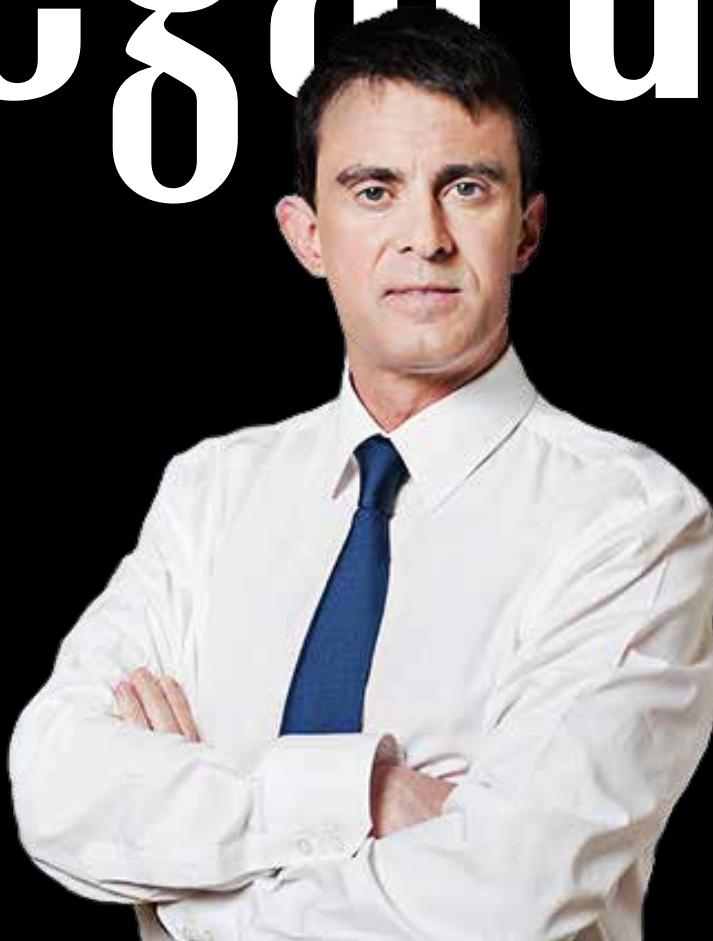


3€

regards

N° 63

JANVIER 2016



**2015, LE POINT
DE NON-RÉTOUR
DE L'EXÉCUTIF**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Catherine Tricot,
Laura Rain, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°63

P.4 PRIMAIRE : POUR UNE GAUCHE FRANCHE

Lancée par un appel réunissant de nombreuses personnalités non politiques, l'idée d'une « primaire des gauches » a le mérite de chercher une dynamique pour 2017, mais elle ne peut réunir ceux qui soutiennent les orientations du gouvernement et ceux qui s'y opposent. Il faut une autre logique démocratique, et un autre projet.

LES YEUX SUR L'ESPAGNE

Après la désillusion Syriza, les espoirs de changement politique en Europe se tournent vers l'Espagne, où Podemos affronte l'épreuve de la réalité et celles des urnes. Si la formation de Pablo Iglesias tend à se recentrer, elle résiste pour le moment à la tentation des compromis.

p.08 Une victoire de Podemos contre le bipartisme

p.12 Sans accord, l'Espagne va vers de nouvelles élections

2015, LE POINT DE NON-RETOUR DE L'EXÉCUTIF

L'Élysée et Matignon auront surtout profité des attentats de janvier et novembre pour imposer une nouvelle stratégie du choc, sécuritaire et droitière, qui scelle la compromission définitive du président et de son premier ministre.

p.16 Un an après, l'esprit perdu de janvier

p.20 Déchéance de nationalité : le pas de plus, le pas de trop ?

p.24 Néo-républicanisme vs. extrême droite : un clivage mortel pour la gauche

p.28 Déchéance de nationalité : Valls pousse à l'affrontement

Primaire : pour une gauche franche

L'idée d'une « primaire des gauches » a le mérite de chercher une dynamique pour 2017, mais ne peut réunir ceux qui soutiennent les orientations du gouvernement et ceux qui s'y opposent. Il faut une autre logique démocratique, et un autre projet.

L'appel paru dans Libération pour une primaire des gauches a le mérite de secouer le cocotier. Il pose de fait une question fondamentale : comment susciter un désir, une dynamique de gauche en 2017 et ne pas laisser le chemin libre au FN et à la droite ?

HOLLANDE, PREMIÈRE CIBLE

Les premiers signataires – parmi lesquels Thomas Piketty, Michel Wieviorka, Marie Desplechin, Guillaume Duval, Daniel Cohn-Bendit, Julia Cagé, Dominique Méda, Ariane Ascaride, Philippe Torreton, Gérard Aschieiri, Arlette Farge, Barbara Romagnan ou encore Romain Goupil – partent d'un juste constat : « Les citoyens sont en état de légitime défiance vis-à-vis de la politique » et « les gouvernements s'arc-boutent sur

des modèles destructeurs, plutôt que de lutter contre les inégalités sociales, les discriminations, la dégradation de l'environnement et l'affaiblissement de la démocratie ».

La première cible de cet appel est évidemment François Hollande. Proposer une primaire des gauches, c'est dire que le président sortant n'est pas légitime pour incarner, après trois ans et demi au sommet de l'État, la candidature de gauche en 2017. Ce n'est pas rien. Proposer une primaire comme méthode de désignation, c'est aussi considérer que le choix d'un-e leader doit être l'affaire du grand nombre.

Cet appel n'en reste pas moins irréaliste : il n'y aura pas de primaire des gauches en vue de la prochaine présidentielle. Notons déjà que la probabilité que François Hollande consente à s'y

soumettre est faible. Un président acceptant une telle mise en concurrence alors qu'il est en fonction serait une configuration inédite et pour le moins éloignée des pratiques de notre Ve République... et personne n'a vu François Hollande contester la monarchie présidentielle en vigueur.

DEUX ORIENTATIONS INCOMPATIBLES

Mais le plus important est ailleurs : il n'y a pas de cadre commun possible entre ceux qui soutiennent l'orientation gouvernementale et ceux qui la combattent à gauche. Or, la logique d'une primaire suppose que chaque candidat accepte, s'il perd, de mener la campagne aux côtés de celui ou celle qui l'aura gagnée. Imaginez-vous Manuel Valls soutenir Jean-Luc Mélenchon en 2017 ? Croyez-vous sérieusement que Pierre Laurent ferait tribune commune avec Emmanuel Macron ? Pensez-vous crédible de voir les militants du Front de gauche coller les affiches de François Hollande au premier tour de la présidentielle ?

La vie politique réserve parfois, souvent, des surprises, mais elle ne peut s'affranchir des mouvements de fond. La réalité à gauche, aujourd'hui, est celle d'une césure croissante entre deux grandes logiques : d'un côté, la réduction des déficits publics, la croissance pour horizon, le contrôle social, le démantèlement des droits et des services publics ; de l'autre, une rupture avec la «règle d'or» et le règne de la marchandise, la remise en

cause des normes néolibérales, une transition énergétique, de nouveaux droits et libertés, une nouvelle République. Ces deux orientations ne sont pas compatibles. Trancher entre les deux ne peut se faire à l'occasion d'une primaire des gauches car les uns ne se rangeront pas derrière les autres – et réciproquement. Alors, que faire ? Oui, une gauche est à reconstruire. Oui, pour ce faire, nous avons besoin de la confrontation d'idées, que les portes et les fenêtres des partis politiques s'ouvrent sur la société, que les citoyennes et citoyens de gauche s'en mêlent, jusqu'au choix de leur leader en 2017. Mais peut-on y parvenir sur la base d'une démarche commune entre les fossoyeurs de la gauche et ceux qui aspirent à reconstruire une perspective franchement de gauche ? Assurément non. C'est pourquoi nous devons trouver le moyen de rassembler toutes celles et ceux qui, à gauche, sont opposés aux choix gouvernementaux soutenus par la direction du PS.

SE FÉDÉRER DANS UN CADRE INÉDIT

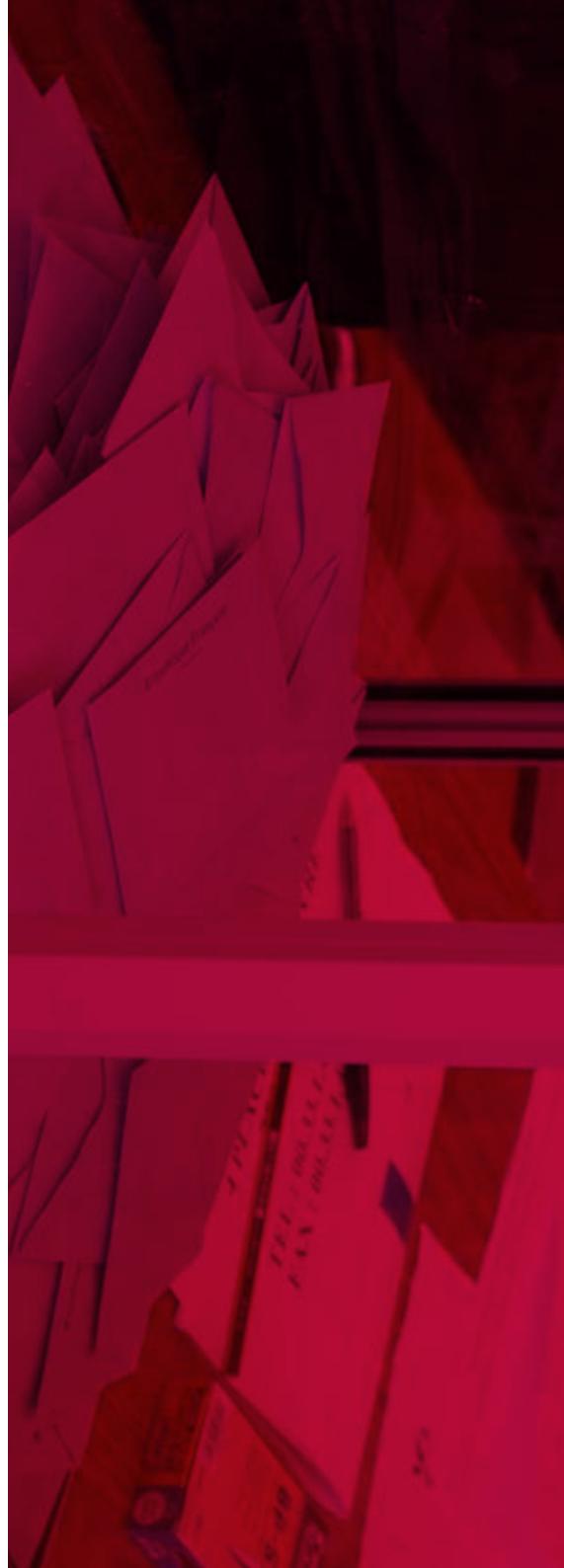
Si la gauche franche, celle qui ne veut ni du Pacte de responsabilité, ni de la déchéance de nationalité, ni des lois Macron, ni de l'État d'exception permanent, reste éclatée, alors le pire est devant nous. Nous avons le devoir de nous fédérer dans un cadre inédit, capable de jeter les bases d'un projet commun pour une gauche du XXI^e siècle, d'enclencher un processus de refondation.

Comment choisir la personnalité qui en porterait les couleurs en 2017 ? La primaire permet de répondre à la demande croissante de participation citoyenne à la vie politique, au-delà des partis existants, et de garantir que la concurrence entre les candidats potentiels de cette gauche franche ne se termine pas par une multiplicité de candidatures à la présidentielle, affaiblissant les chances de compter, de gagner.

Nous connaissons les limites et les travers de la primaire, notamment l'accent mis sur la personnalisation et les critiques entre candidats qui peuvent laisser des traces, mais quelle autre méthode pour désigner une candidature d'un mouvement rassemblant différentes forces et sensibilités politiques ? Le consensus ? S'il peut faire rêver, il n'est pas gagné... Le tirage au sort ? Il n'est pas prêt de faire consensus. Le fait accompli par rapport de forces ? Il ne peut être satisfaisant. Or il faut bien une méthode pour légitimer une candidature, lui donner de la force propulsive.

Si elle est raccordée à la construction d'un mouvement politique et associée à un vaste travail sur le projet, la primaire est sans doute la méthode la plus efficace pour tout à la fois assurer une candidature commune à l'ensemble de la gauche qui refuse les choix gouvernementaux et susciter une dynamique citoyenne. Au moment où nous sommes dans les choux, c'est à méditer sérieusement.

● CLÉMENTINE AUTAIN



Une victoire de Podemos contre le bipartisme

Podemos a presque réussi son pari : si la formation ne se place pas devant les socialistes, et si le système résiste, l'hégémonie du duo PP-PSOE est mise à mal. Une nouvelle page de la politique espagnole s'ouvre, plus incertaine que jamais.

Les Espagnols ont voté ce dimanche 20 décembre et les résultats sont historiques. Le Partido popular (PP) de Mariano Rajoy est ridiculisé avec 28,7% des voix, soit 123 sièges. Le Parti socialiste (PSOE) humilié avec 22% des suffrages, soit 90 sièges. Vient ensuite le véritable gagnant, Podemos, qui obtient contre toutes les estimations sondagières 20,6% des votes, soit 69 sièges. Jamais un parti à gauche des socialistes n'avait été aussi fort.

Ciudadanos subit la surcote des sondages et ne parvient qu'à glaner 13,9% des voix, soit 40 sièges. Izquierda unida (IU) disparaît avec 3,7% des suffrages, pour n'obtenir que deux élus. Restent 26 sièges que quelques partis régionaux se partagent. Tout ceci avec plus de 73% de participation.

LE BIPARTISME EN DÉROUTE

Il fallait entendre, ce dimanche, les acteurs du vieux monde, les partisans de la «caste» : ils criaient victoire, comme si la médaille d'or suffisait en démocratie. Ils plaçaient Podemos quatrième, parce que Podemos seul est bien quatrième. Mais troisième avec ses alliés – des alliances conclues avant les élections, une idée incompréhensible pour certains. En témoignent les couleurs des fêtards dans les rues espagnoles cette nuit, où le violet était dominant. La médaille de bronze l'emporte bien.

Jamais le bipartisme PP-PSOE n'aura vécu une telle déroute. Les socialistes obtiennent le plus mauvais résultat de leur histoire. Le PP son plus mauvais résultat depuis 1989. Et même si l'on cumule leurs scores, jamais le bipartisme

n'avait été si faible : 50,7% des suffrages. Un tiers des députés appartiennent à de nouveaux partis (Podemos et Ciudadanos). La situation espagnole est plus que claire : le bipartisme fait partie du passé. Place désormais à une tripartition dans laquelle chaque formation oscille autour des 20-25%, plus Ciudadanos juste en-dessous des 14%.

PODEMOS, LA SEULE DYNAMIQUE

La participation est en hausse là où Podemos avait déjà réalisé de bons résultats aux élections locales. Et le parti de Pablo Iglesias peut se targuer d'arriver en tête en Catalogne, au Pays Basque, en Asturies, ainsi que deuxième à Madrid (où le PSOE s'écroule à la quatrième position). Ces bons résultats dans des communautés autonomes fortes s'expliquent. Par exemple en Catalogne : non seulement la droite indépendantiste s'effondre au profit de son homologue de gauche, mais l'appui de la maire de Barcelone, Ada Colau, ainsi que la promesse de reconnaître le droit à l'autodétermination ont pesé en faveur de Podemos. À cela il faut ajouter la belle mise en commun des forces de gauche progressistes qui, presque partout, ont associé partis régionaux et Podemos. Un front qui a même devancé les régionalistes dans les communautés où ils sont historiquement les plus forts. Seul Izquierda unida a cédé à l'égoïsme. Avec seulement deux élus, IU est désormais un parti sous respiration artificielle. Très rapidement hier soir, les espagnols

faisaient leurs calculs. Avec les voix d'IU dans le même lot que Podemos, la gauche radicale n'aurait pas obtenu 71 élus (69+2), mais 85.

LE SYSTÈME RÉSISTE

Comme le dit Antonio Avendaño, journaliste à *Publico*, nous assistons à « la troisième mort de Franco » : « Après 1975 et 1982, maintenant meurt le système politique légué par le dictateur ». Pour autant, le système électoral persiste à avantage les deux grands partis. Podemos aurait même pu obtenir plus de voix que le PSOE sans pour autant avoir plus de sièges au Congrès.

Grâce à cette loi électorale complexe, le PP limite la casse en perdant pas loin de 4 millions d'électeurs par rapport à 2011. Le PSOE se paie même le luxe de surprendre par son «bon résultat» malgré sa perte de 1,6 millions de voix. Il faut dire qu'un élu coûte huit fois plus cher en voix à IU qu'au PP. On appelle cela une «démocratie représentative»...

Mieux encore, au Sénat, où le système électoral est encore plus inéquitable, le PP conserve sa majorité. Un des seuls pouvoirs du Sénat étant le droit de véto sur le Congrès...

UNE ISSUE ENCORE INCERTAINE

Hier soir, c'était la première fois que les Espagnols partaient se coucher sans savoir le nom de leur premier ministre. Ils devront encore patienter un moment avant de connaître la véritable issue de

ces élections, qui préludent à un nouveau système : celui des pactes. Et encore, ni le bloc de droite, ni le bloc de gauche n'a les moyens de former une majorité. La clé de ces élections pourrait être entre les mains des partis régionaux. Plusieurs options s'ouvrent alors :

>Une alliance PSOE-Podemos-IU-régionaux, dans laquelle on voit mal comment le soutien des régionaux à Podemos (auxquels il doit sa victoire) pourrait fonctionner sans la proposition du «droit à décider» de l'indépendance des communautés autonomes. Une idée que le PSOE rejette et rejette.

>Une alliance PP-Ciudadanos-régionaux. Mais compte tenu des relations plus que dégradées entre Rajoy et les leaders régionaux, cela semble impensable.

>Une grande coalition PP-PSOE. Sans commentaire.

Pablo Iglesias a déjà mis ses conditions sur la table : réforme de la constitution, réforme du mode de scrutin, fin des expulsions de logement, renforcement des politiques sociales. Des «lignes rouges» déjà strictes pour les socialistes.

Après le Portugal, c'est l'Espagne qui ouvre la voie d'un renouveau politique. Le chemin sera long et sinueux, la destination est incertaine. Reste l'hypothèse du blocus total, qui mènerait droit à de nouvelles élections législatives, d'ici deux mois. Si Podemos se montre ferme et juste sur ses positions, cette impasse pourrait devenir une voie royale.

● LOÏC LE CLERC

NOMBRE DE SIÈGES
(Système actuel)



NOMBRE DE SIÈGES
(proportionnelle réelle)



source : eldiario.es

Sans accord, l'Espagne va vers de nouvelles élections

Deux semaines après les élections générales, l'Espagne est sans gouvernement : le Parti populaire n'a pas trouvé d'alliés, Podemos et le PSOE n'ont pas surmonté leurs divergences. Un nouveau scrutin se profile pour le printemps 2016.

« Nous avons une vision du monde et de la politique inconciliables », a déclaré Pedro Sanchez, leader du PSOE, à la sortie de son dernier échange avec le premier ministre conservateur Mariano Rajoy. Les socialistes, qui ont sauvé in extremis leur deuxième place (22% des suffrages et 90 sièges), étaient ces derniers jours au centre de toutes les spéculations d'alliances. Comme pressenti, ils ont refusé la proposition d'une grande coalition avec la droite du Parti populaire (PP), celui-ci faisant pourtant miroiter en contrepartie un bon nombre de ministères clefs.

L'ÉCHEC DU SCÉNARIO PORTUGAIS

Après avoir enregistré le plus mauvais résultat de son histoire, le parti de Pedro Sanchez sait qu'une alliance avec

la droite espagnole signerait à moyen terme sa mort politique, notamment la fuite définitive de ses électeurs vers Podemos, plus communément appelée par les médias la «formation violette» (20,5% des voix, 68 sièges).

Dans les faits, Mariano Rajoy pourrait rester au palais de la Moncloa, le siège de la présidence du gouvernement, grâce à l'abstention du PSOE et de Ciudadanos, le nouveau parti de la droite (13,7% – 40 sièges). Cependant, si le leader de Ciudadanos Albert Rivera a déjà dit qu'il était prêt à soutenir indirectement l'investiture du PP tout en restant dans l'opposition, le refus désormais explicite des socialistes écarte un tel scénario. Le socialiste Pedro Sanchez s'était dit « prêt à explorer toutes les options », autres que celle de pactiser avec les conservateurs.

Au Portugal, loin des feux médiatiques, l'accord entre les socialistes et la gauche radicale du Bloco de Esquerda a constitué en novembre 2015 une première européenne. En Espagne cependant, d'une part ce type de coalition semble trop hétérogène et, d'autre part, après avoir enregistré le plus mauvais résultat de son histoire et depuis l'intention affichée de Pedro Sanchez de rester à la tête du PSOE, le parti est secoué par des rivalités internes qui entravent lourdement les négociations avec le reste de la gauche.

ACCORD IMPOSSIBLE À GAUCHE

À l'évidence, aucun gouvernement ne sera formé dans les deux mois et de nouvelles élections seront alors convoquées. En effet, l'union des gauches suppose un accord entre le PSOE, Podemos, l'héritier du parti communiste Izquierda Unida (2 sièges) et... la gauche indépendantiste, à savoir l'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya, 9 sièges) en Catalogne et EH Bildu (2 sièges) au Pays Basque. La tenue d'un référendum pour l'indépendance de la Catalogne constitue un des engagements électoraux de Podemos. Or le 27 décembre, après une réunion houleuse de plusieurs heures, les cadres du parti socialiste ont finalement interdit à Pedro Sanchez toute alliance avec des partis favorables au « séparatisme ». Enfin les concessions programmatiques de Podemos à l'égard du PSOE

sont très limitées : selon l'historien Emmanuel Rodriguez, très proche des mouvements sociaux, le vote Podemos n'est pas d'adhésion mais plutôt pragmatique. En effet, on reproche parfois à la formation violette de ne pas être directement issue du mouvement des Indignés – aussi appelé mouvement du 15M – mais d'avoir d'abord « été pensée par un noyau d'universitaires, de professeurs de sciences politiques de Madrid » rappelle Heloise Nez, sociologue. Pablo Iglesias a aussi rompu avec certains tabous de la gauche radicale en investissant massivement l'espace audiovisuel : il ne peut pas se couper davantage de sa base électorale.

Ainsi, dès le soir des résultats, Iglesias a présenté comme « non négociable » la mise en place plusieurs réformes radicales dont le « blindage constitutionnel » des droits sociaux, la réforme du système électoral, le non cumul des mandats et le plafonnement des indemnités pour les élus à trois fois le salaire minimum [650 euros]. Et, bien entendu, ceci empêche tout accord parlementaire avec les cadres du PSOE, qui y perçoivent une entrave à leur carrière politique.

RETOUR À L'ÉLECTION, UN SCÉNARIO GREC

La grande rivale de Pedro Sanchez, la présidente socialiste de la région Andalousie, Susana Diaz, a multiplié ces derniers jours les attaques médiatiques

contre Pablo Iglesias qu'elle accuse, faute de compromis, de « faire le jeu du Parti populaire ». En filigrane, on devine une lutte d'hégémonie au sein du PSOE, car certains barons comme elle souhaitent le départ de Pedro Sanchez et tentent d'occuper l'espace médiatique, mais aussi le lancement de la prochaine campagne électorale.

« Si nous allons vers de nouvelles élections, nous pensons avoir beaucoup de chances de les gagner », a assuré Pablo Iglesias après son entretien avec Mariano Rajoy fin décembre. Depuis, ceci a été confirmé par les dernières enquêtes d'opinion. Par ailleurs, si Izquierda Unida et Podemos s'accordent à fusionner leurs listes, avec un million de voix supplémentaire, la gauche radicale bénéficie déjà mathématiquement de 13 sièges supplémentaires. En six ans, la Grèce a connu cinq élections générales : l'Espagne s'engage-t-elle alors dans un scénario comparable ? De son côté, le Parti populaire espère récupérer les électeurs perdus dans les rangs de Ciudadanos en vantant un discours de « stabilité », seule garantie selon Mariano Rajoy d'une bonne gouvernance. Sauf que « l'exercice de la politique, c'est avant tout le consensus et le conflit, rarement la stabilité », oppose David Dominguez, docteurant en philosophie politique et membre des cercles du 15-M, qui voit dans ses nouvelles élections une étape salutaire pour une vrai transition en Espagne.

● JEAN SÉBASTIEN MORA



Un an après, l'esprit perdu de janvier

La réponse sécuritaire, autoritaire et identitaire aux attentats de Paris en 2015 a consacré le reniement des valeurs que la France était censée opposer aux terroristes. La commémoration de ce 7 janvier n'en est que plus amère.

365 jours après un 7 janvier qui lançait la sinistre année 2015, l'heure n'est pas seulement aux commémorations, mais aussi aux bilans – et ceux-ci ne sont pas moins sinistres. Il semble que tout ait été fait pour que, comme les balles des terroristes, leurs commanditaires atteignent et même dépassent leurs objectifs.

L'ÉMOTION RÉDUITE À LA PEUR

On a pu penser, au lendemain du 11 janvier, que «l'esprit» de ce dimanche aller inspirer une réponse à la hauteur des événements, que serait traduit le message des appels à la paix, à la tolérance et à la fraternité, des slogans spontanés, des dessins, des unes des journaux, de la flamme des bougies, des hashtags des réseaux sociaux, des citations et

des déclarations vibrantes, des témoignages de solidarité... Mais l'émotion ne se convertit pas spontanément en action politique ou en mouvement citoyen. Et si elle est volatile, son instrumentalisation est en revanche plus durable, et son évaporation facile dans la confusion générale.

En définitive, l'exploitation de la peur – celle-là justement que nous ne devions «même pas» avoir – l'a emporté. Ce que l'année écoulée mesure, c'est bien l'ampleur du démenti, dans les politiques menées, des valeurs ainsi invoquées. C'est en effet la voie exactement opposée de celle à laquelle invitait le premier ministre norvégien Jens Stoltenberg dans son fameux discours après le massacre d'Utoya – « Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus

d'ouverture et de tolérance » – qui a été prise. La liberté attaquée n'a plus compté beaucoup de défenseurs.

LA POLITIQUE DU PIRE

L'union nationale s'est vite rétractée sur un plus petit dénominateur xénophobe, guerrier, policier et autoritaire. Instruits par l'après-janvier et notamment l'adoption de la loi sur le renseignement et la généralisation de la surveillance de masse, on ne pouvait déjà plus, en novembre, être dupes de ce qui s'annonçait : l'accélération de la politique du pire et, après l'état de choc, l'état d'urgence, l'état de guerre, l'État de surveillance et l'État policier. Voilà constitutionnalisées la dérive sécuritaire et la réduction des libertés, et escamotés l'échec de la lutte contre le terrorisme, les errements de la politique étrangère française et les dégâts de la politique économique. Qu'importe, en effet, l'efficacité chimérique des mesures prises, ce qui est recherché est leur (très délétère) rentabilité auprès de «l'opinion».

Embarqué par un douteux calcul politique dans une course à la droitisation, l'exécutif ne cesse de légitimer les thèses et le programme du Front national et de désavouer ses valeurs proclamées. De la déchéance de la nationalité à l'extension des pouvoirs policiers tout juste révélée, ses incessants reniements font le lit des succès électoraux du FN. Tout comme ils font le bonheur de l'organisation de l'État islamique en renforçant, par la stigmatisation des minorités,

ses capacités de recrutement sur notre territoire, et en pérennisant à l'extérieur une guerre dont elle a fait son terreau.

SANS RÉSISTANCE

La France renonce ainsi à donner la moindre consistance aux trois termes malmenés de sa devise républicaine, pour s'enfermer dans une Nation vidée de sa substance et crispée sur des symboles en déshérence – le drapeau qu'il faut afficher, la Marseillaise qu'il faut chanter, la nationalité dont il faut être digne. Et, toujours, la question sociale est occultée ou disqualifiée, la quête de justice et d'égalité abandonnée au profit de l'apologie de la sécurité et du conflit des identités.

Enfin, face à cette dérive massive, à cette dévastatrice stratégie du choc, la gauche radicale a une nouvelle fois constaté son impuissance, quand ses élus n'ont pas eux-mêmes capitulé dans les assemblées. Non pas que la pensée critique n'ait pas su opposer des discours et des analyses – les innombrables textes de qualité publiés attestent le contraire. Mais elle reste à peu près inaudible en dehors de ses cercles, et aucun mouvement ou organisation n'est en mesure de mettre en œuvre une mobilisation politique. La nécessité d'engager une tout autre logique que celle, mortifère, que l'on voit à l'œuvre dans le pays relève pourtant d'une urgence d'autant plus absolue : il y a des aspirations dont il faut moins que jamais faire le deuil.

● JÉRÔME LATTA

Déchéance de nationalité : le pas de plus, le pas de trop ?

En promouvant finalement l'inscription de la déchéance de nationalité dans la Constitution, l'Élysée et Matignon poursuivent une grave dérive vers leur droite, et cautionnent les idées du Front national. Un point de rupture est atteint, voire dépassé.

Le coup est sévère. Au conseil des ministres du mercredi 23 décembre, François Hollande et Manuel Valls ont décidé d'introduire dans la Constitution une mesure hautement symbolique : la déchéance de nationalité pour les binationalos nés Français, reconnus notamment coupables d'actes terroristes.

La dernière fois que la France a recouru à la déchéance de nationalité, c'était sous Vichy. Plusieurs rumeurs dans la presse laissaient penser que le gouvernement renoncerait à mettre en place cette disposition : les vives critiques émises à gauche allaient avoir raison de l'annonce de François Hollande. Que nenni. Pour le président et le premier ministre, il s'agissait de tenir bon pour affirmer haut et fort le tournant sécuritaire et l'union nationale post-attentat.

Le message envoyé à gauche est sans

équivoque : la main n'est pas tendue, elle est fermement à droite toute. La ministre Christiane Taubira, qui avait dit son désaccord avec cette mesure, avale pathétiquement son chapeau : « La parole dernière est celle du président de la République », a-t-elle laconiquement déclaré avant de partir en vacances.

UN SIGNAL SUPPLÉMENTAIRE DE DROITISATION

Le gouvernement aura non seulement abandonné le droit de vote des étrangers et le récépissé sur le contrôle au faciès, qui figuraient dans le programme du candidat Hollande, mais aura également repris le fil idéologique des propositions de la droite extrême. Florian Philippot et Marine Le Pen se sont empressés de saluer leur victoire.

Du point de vue politique opposé, le dé-

puté socialiste Pascal Cherki confirme à sa manière le sens de cette mesure gouvernementale : « Je ne vois pas comment combattre l'extrême droite en reprenant son programme ».

Comme la déchéance de nationalité n'est d'aucune efficacité pour lutter contre le terrorisme, elle a pour unique objectif d'envoyer un signal supplémentaire de droitisation. François Hollande est prêt pour cela à fouler au pied des fondamentaux de la République française, en touchant au droit du sol. Il est prêt à valider l'idée chère au Front national qu'il y aurait deux catégories de Français. Il est prêt à reprendre la logique de la double peine que le PS contestait farouchement quand Nicolas Sarkozy était au pouvoir.

La déchéance de la nationalité est un pas de plus. De trop ? Pour les députés et militants de gauche qui appartiennent à la majorité gouvernementale, la question agite assurément les consciences. De là à façonner des actes de recomposition, de refondation, il y a un pas. Si Valls et Hollande gouvernent à droite, une alternative de gauche reste à construire. Vite.

LA POLITIQUE DU PIRE

L'union nationale s'est vite rétractée sur un plus petit dénominateur xénophobe, guerrier, policier et autoritaire. Instruits par l'après-janvier et notamment l'adoption de la loi sur le renseignement et la généralisation de la surveillance de masse, on ne pouvait déjà plus, en novembre, être dupes de ce qui s'annon-

çait : l'accélération de la politique du pire et, après l'état de choc, l'état d'urgence, l'état de guerre, l'État de surveillance et l'État policier. Voilà constitutionnalisées la dérive sécuritaire et la réduction des libertés, et escamotés l'échec de la lutte contre le terrorisme, les errements de la politique étrangère française et les dégâts de la politique économique. Qu'importe, en effet, l'efficacité chimérique des mesures prises, ce qui est recherché est leur (très délétère) rentabilité auprès de «l'opinion».

Embarqué par un douteux calcul politique dans une course à la droitisation, l'exécutif ne cesse de légitimer les thèses et le programme du Front national et de désavouer ses valeurs proclamées. De la déchéance de la nationalité à l'extension des pouvoirs policiers tout juste révélée, ses incessants reniements font le lit des succès électoraux du FN. Tout comme ils font le bonheur de l'organisation de l'État islamique en renforçant, par la stigmatisation des minorités, ses capacités de recrutement sur notre territoire, et en pérennisant à l'extérieur une guerre dont elle a fait son terreau.

SANS RÉSISTANCE

La France renonce ainsi à donner la moindre consistance aux trois termes malmenés de sa devise républicaine, pour s'enfermer dans une Nation vidée de sa substance et crispée sur des symboles en déshérence – le drapeau qu'il faut afficher, la Marseillaise qu'il faut chanter, la nationalité dont il faut être



digne. Et, toujours, la question sociale est occultée ou disqualifiée, la quête de justice et d'égalité abandonnée au profit de l'apologie de la sécurité et du conflit des identités.

Enfin, face à cette dérive massive, à cette dévastatrice stratégie du choc, la gauche radicale a une nouvelle fois constaté son impuissance, quand ses élus n'ont pas eux-mêmes capitulé dans les assemblées. Non pas que la pensée critique n'ait pas su opposer des discours et des analyses – les innombrables textes de qualité publiés attestent le contraire. Mais elle reste à peu près inaudible en dehors de ses cercles, et aucun mouvement ou organisation n'est en mesure de mettre en œuvre une mobilisation politique. La nécessité d'engager une tout autre logique que celle, mortifère, que l'on voit à l'œuvre dans le pays relève pourtant d'une urgence d'autant plus absolue : il y a des aspirations dont il faut moins que jamais faire le deuil.

● CLÉMENTINE AUTAIN

Quand le PS condamnait la déchéance de nationalité...

En juillet 2010, dans son tristement célèbre «discours de Grenoble», Nicolas Sarkozy avait annoncé vouloir adopter la déchéance de nationalité pour les assassins de policiers et de gendarmes. En septembre, la disposition avait été votée en première lecture par l'Assemblée, de justesse, via un amendement au projet de loi sur l'immigration déposé par le député UMP Thierry Mariani.

Les élus du PS s'étaient alors élevés avec virulence contre cette mesure, nombre d'entre eux signant un appel contre elle – dont... François Hollande, Manuel Valls, Christiane Taubira, Najat Vallaud-Belkacem, Claude Bartolone, Harlem Désir, Jean-Louis Bianco, Bertrand Delanoë, Laurent Fabius, Elisabeth Guigou, Anne Hidalgo, Bruno Leroux, Arnaud Montebourg ou Michel Rocard. En mars 2011, la disposition avait été abandonnée par François Fillon, à la suite d'une fronde de députés centristes.

Néo-républicanisme vs. extrême droite : un clivage mortel pour la gauche

L'échec social et économique de Hollande et Valls ne les déroute pas de leur objectif politique : marginaliser la gauche sociale et faire du PS un rempart centriste contre le FN. En attendant que Valls accomplisse son projet de république autoritaire.

Le Front national est le vainqueur des élections régionales : il a encore progressé en termes de voix, triplé le nombre de ses élus et repoussé vers le haut le fameux «plafond de verre» qui le prédestine, en théorie, à demeurer un parti d'opposition ad eternam. Le parti d'extrême droite n'a certes pas remporté de régions, mais il n'a été battu que grâce à la fusion des votes de droite et d'une partie des voix de gauche.

Ce ne sont ni l'appel à un «front républicain» des caciques de Solférino, ni le profil détestable des candidats Les Républicains qui ont découragé ce vote d'autodéfense. C'est un réflexe populaire anti-FN qui a terrassé le clan Le Pen. Tout, sauf le parti héritier de Vichy et de l'Algérie française, a estimé une large majorité de Français !

HOLLANDE-VALLS : LA STRATÉGIE DU «REMPART CENTRISTE»

Des médias proches du pouvoir et des élus socialistes plastronnent depuis dimanche, fort satisfaits de la tournure des événements. Les plus cyniques – ou imbéciles – ont salué le «génie tactique» de l'hôte de l'Élysée : il est vrai que les Républicains de Sarkozy, outre l'hémorragie de votes vers le FN, n'ont pas remporté le nombre de régions escompté. Quant au Front de gauche, il a une fois de plus fait la démonstration de son incapacité à influencer de quelque manière que ce soit le pouvoir socialiste. Si le gouvernement traitait des causes premières de la désaffection politique – l'insécurité sociale et économique des classes populaires et moyennes après trois années d'augmentation du

chômage et des inégalités –, il pourrait espérer redresser la barre. Il n'en sera rien car François Hollande et Manuel Valls vont continuer dans la voie qui a dramatiquement échoué.

Hollande et Valls n'étant pas des acteurs politiques irrationnels, il faut trouver une explication autre que celle d'un entêtement dans l'erreur. En réalité, l'exécutif a une feuille de route qu'il poursuit pour le moment avec succès. Ce plan ambitionne de remodeler la carte politique : dans ce nouveau paysage, la gauche sociale serait groupusculaire et une partie de la droite sarkozyste serait aspirée par un FN conquérant. Cette nouvelle configuration permettrait à Hollande et à Valls d'apparaître comme un rempart centriste et modéré face au «péril de l'extrême droite».

Ce scénario laisserait espérer à Hollande une qualification pour le deuxième tour de l'élection présidentielle contre Marine Le Pen. De son côté, Valls met ainsi en œuvre une stratégie qui vise à faire imposer le PS, marginaliser la gauche et neutraliser la droite pour construire un parti centriste avec des pans de la droite parlementaire. En ce sens, il n'est pas fortuit que Julien Dray – et d'autres – ait annoncé, dès le soir-même du second tour, que le PS allait changer de nom.

LE NÉO-RÉPUBLICANISME VALLSIEN

Pour Valls, le dogmatique, beaucoup plus que pour Hollande, le cynique, l'objectif

à moyen terme est de faire apparaître un nouveau clivage en remplacement du clivage gauche-droite. Ce nouveau clivage appelons-le : néo-républicanisme vs. extrême droite. Ce néo-républicanisme est un ventre mou politique dont le point névralgique est constitué par un parti d'extrême centre, à l'instar du Parti démocrate italien de Matteo Renzi. Dans ce panorama, la gauche radicale serait insignifiante puisque l'opposition ne passerait plus par la lutte des classes (qu'assure le clivage gauche-droite), mais par la défense interclassiste et œcuménique de la «république», de la «démocratie» et des «droits humains» contre le FN.

Il faut noter que la république de Valls n'est ni celle politiquement libérale des révolutionnaires de 1789, ni la Sociale des premiers socialistes. Non, c'est la république qui a dominé la France depuis plus deux siècles : conservatrice, autoritaire et, souvent, antipopulaire, comme celle qui réprima dans le sang la Commune en 1871 ou mena les guerres coloniales. C'est le sens du message de Valls aux électeurs dimanche soir qui a affirmé qu'il n'avait qu'« une seule ligne de conduite : la République. Pour rassembler ». Il a fait appel à une « république qui protège, garantit la sécurité de tous, qui se montre intraitable face à la menace terroriste, au djihadisme, à l'islamisme radical ; qui affirme la laïcité comme socle commun. » Il a conclu en saluant le « patriotisme qui renaît » et

a redit sa « fierté de la France ». Il n'y avait dans ce discours aucune trace de réformisme social ou encore de mots de réconfort à l'endroit des populations qui souffrent du chômage ou du racisme. Le néo-républicanisme qui inspire Valls s'inscrit dans le revival républicain identitaire apparu au moment des célébrations du bicentenaire de la révolution. Il est identitaire car il insiste sur le conformisme culturel ; il est rétif à toute dérogation à la norme culturelle dominante, à la manière d'être ou de paraître "française" (d'où l'hystérie anti-hijab des néo-républicains). Toute déviation par rapport à la norme commune est vécue comme une atteinte à l'intégrité de la communauté nationale. En ce sens, le néo-républicanisme est un communautarisme national, en rupture avec la tradition libérale au cœur de la révolution française.

CONVERGENCE AUTORITAIRE

Le néo-républicanisme vallsien peut s'appuyer sur de nombreux alliés objectifs à gauche et à droite (Jean-Pierre Chevènement, Nicolas Dupont-Aignan, Alain Finkielkraut, Éric Zemmour, les magazines Marianne, Causeur, Le Point, L'Express, etc.). Tous convergent vers un discours d'ordre et d'autorité, et se refusent à penser et accepter le pluralisme culturel. La confusion atteint son comble quand Marine Le Pen, supposée représenter l'ennemie d'extrême droite, adopte le même registre néo-républicain.

Lors d'un discours récent à Ajaccio, elle a déclaré : « Pour mériter la nationalité française, il faut parler français, manger français, vivre français. »

Dans quelle mesure le communautarisme franco-centré du lepénisme est-il différent du vallsisme anti-Rom ? Rappelons cette déclaration de 2013 : « Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie. (...) Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, qui sont évidemment en confrontation avec les populations locales. (...) Je constate aujourd'hui que les populations d'origine rom ne viennent plus en France parce qu'elles savent parfaitement qu'il y a une politique particulièrement ferme, républicaine. » C'est bien le même ethnocentrisme culturel qui transparaît dans les deux discours. Une reconfiguration du champ politique autour du clivage néo-républicanisme vs. extrême droite signifierait l'arrêt de mort de la gauche et de ses idéaux d'égalité et de pluralisme culturel. La gauche critique doit continuer de résister à l'air du temps austéritaire, en énonçant un programme concret de protection et de bien-être social ; une sorte de social-démocratie radicale pour temps de crise à gauche. Elle doit aussi combattre le mantra de la « demande d'autorité », idée promue par les néo-républicains et le FN. Les Français ne souhaitent pas vivre dans une caserne militaire, mais être libres de mener leur vie comme bon leur semble.  **PHILIPPE MARLIÈRE**

Déchéance de nationalité : Valls pousse à l'affrontement

La volonté gouvernementale d'inscrire la déchéance de nationalité dans la Constitution heurte les gauches du Parti socialiste. C'est précisément pour accélérer le nettoyage du parti que Manuel Valls la porte avec détermination.

Le président de la République a décidé d'inscrire la déchéance de la nationalité pour les binationaux condamnés pour actes de terrorisme dans la révision de la constitution, suscitant stupeur et condamnation (lire aussi « Déchéance de nationalité : le pas de plus, le pas de trop ? ». Le texte devrait être soumis au parlement d'ici la fin janvier.

Étrange pas de deux que celui de l'exécutif. Après avoir écarté cette possibilité, le président de la République vient d'annoncer que la révision constitutionnelle qu'il propose aux parlementaires d'ici fin janvier comprendra la déchéance de la nationalité pour les «djinihadistes» binationaux. Cette position a été confirmée mercredi 23 décembre, lors du dernier conseil des ministres de l'année.

Pour les gauches du Parti socialiste, qui pensaient sortir confortées des élections

régionales, c'est un nouveau coup dur. Que ce soit dans le parti ou au gouvernement, l'axe Valls-Hollande a décidé de passer la vitesse supérieure et de marcher sur la tête de son opposition interne.

COUP DE FORCE EN ÎLE-DE-FRANCE

Tout a commencé avec une anecdotique élection de président de groupe au sein du conseil régional Île-de-France. Les gauches du PS avancent tranquillement, persuadées que le message sorti des urnes conforte leurs positions. Le patron du PS lui-même n'a-t-il pas demandé une « inflexion de la politique gouvernementale » ? L'électorat de gauche s'est mobilisé au second tour, notamment dans les régions où la gauche «rouge rose verte» s'est rassemblée. Pour les gauches du PS, il y avait donc un espace nouveau

pour que « ce quinquennat soit enfin utile », selon l'expression d'une parlementaire. C'est dans ce contexte que le député et conseiller régional Benoît Hamon se présente à la présidence du groupe socialiste à la région Île-de-France. Rapidement, il se trouve confronté à la candidature du très vallsiste Carlos Da Silva, lui aussi député. Face à ce qui apparaît comme une confrontation de ligne politique « frondeurs » contre « exécutif », une médiation est tentée pour faire émerger une troisième candidature plus œcuménique. Las, le premier ministre repousse l'idée et force la confrontation.

Quelques pressions conjuguées de Solferino, Matignon et des conseillers élyséens plus tard, Hamon est battu par le terne Da Silva par quatre voix de majorité. L'ambiance vire à l'aigre. Un conseiller régional proche de Marie-Noëlle Lienneman n'hésite pas à envoyer des sms à ses collègues de la gauche radicale pour évoquer un proche éclatement du PS. Encore une fois... « C'est particulièrement tendu », glisse une collaboratrice d'élu, sous couvert d'anonymat, témoin des crispations internes.

LES GAUCHES DU PS ABASOURDIES

Ce devait être le dernier acte politique d'une année pourrie. La quasi-totalité des ténors du PS était partie en vacances. En début de semaine, les informations se font rassurantes. Le président de la République aurait mis de côté l'idée de déchoir de la nationalité française les

binationaux nés en France et condamnés pour actes de terrorisme. Une idée controversée dès sa formulation par le gouvernement. Et pour cause, il s'agit là d'une revendication du Front national, formulée dès janvier 2015, après les trois fusillades de Charlie, à Montrouge et dans l'Hypercasher.

C'est donc entre les papillotes et les dernières courses de Noël que la décision du conseil des ministres est tombée. La révision constitutionnelle inclura la déchéance de la nationalité. Selon nos informations, Manuel Valls a fini par imposer sa volonté à François Hollande. Les gauches du PS sont abasourdis. La collaboratrice d'un eurodéputé de cette sensibilité évoque sa « honte » : « La défaite infligée à Benoît [Hamon], ce n'est rien à côté de cette mesure ». Dans un communiqué co-signé avec le député européen Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienneman dénonce la déchéance de la nationalité : « C'est admis par ses propres promoteurs : on ne voit pas comment la déchéance de nationalité pourrait faire peur à des terroristes qui ne craignent pas de se faire exploser ou de mourir ».

En écho, le secrétaire-général du courant Un monde d'avance, Guillaume Balas condamne une décision qui « constitutionnalise l'inégalité entre citoyens. C'est-à-dire l'exact opposé de ce pourquoi nos ancêtres se sont battus pendant la Révolution française ». Alors que, par la voix

de Florian Philippot, le FN revendique une « victoire idéologique », le député frondeur Pouria Amirshahi tempête :

« Un gouvernement socialiste légitime les thèses du Front national, offrant par là même une victoire culturelle et symbolique supplémentaire au bloc réactionnaire ».

L'eurodéputé Guillaume Balas s'interroge lui aussi :

« Soit ils croient à leur projet sur le fond et, dans ce cas, c'est très dangereux. Soit ils avancent de manière démagogique et, là, nous sommes dans le cynisme complet. Ce qui pose encore un problème majeur ».

PASSAGE EN FORCE DE L'EXÉCUTIF

Pour Guillaume Balas, le PS est à la croisée des chemins. Il veut croire à un sursaut des dirigeants et des cadres intermédiaires socialistes. Les échos semblent lui raison. Quelques jours plus tôt, Bernard Roman, député de l'Isère, indiquait que « 80 % des députés PS sont opposés à la déchéance de la nationalité ». De son côté le député François Lamy, proche de Martine Aubry, relève : « Cette mesure n'a qu'une valeur symbolique et le symbole qui est derrière, c'est la remise en cause du droit du sol. »

Olivier Faure, député de Seine-et-Marne et porte-parole du PS, renchérit :

« Cette réforme est tout simplement inacceptable. C'est une mesure inefficace qui a un effet symbolique dévastateur pour une partie de la population qui va se sentir citoyenne de seconde zone. »

Les messages font l'objet d'une fin de non-recevoir du côté de l'exécutif, qui choisit le passage en force et l'argument « C'est nous ou le chaos ». Dans un parti légitimiste comme le PS, l'heure est donc à la prise de responsabilité. Et, peut-être, à la clarification. C'est ce que résume Guillaume Balas :

« Si le PS se résigne à soutenir la proposition de Manuel Valls, cela posera un problème de fond sur la nature du parti socialiste et nous amènera à nous questionner sur notre positionnement en vue de la présidentielle ».

Manuel Valls ne cache plus sa volonté de mettre en place un parti débarrassé de ses derniers habits socialistes. C'est aussi à cette aune qu'il faut lire ce qui n'est pas du tout une provocation.

● NATHANAËL UHL